



PRÉFET DU GARD

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Occitanie

Nîmes, le **06 AOUT 2019**

Unité inter-départementale Gard-Lozère

Subdivision ICPE

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 19-016 -DREAL
mettant en demeure la société **CIMENTS CALCIA à BEAUCAIRE**
de respecter les dispositions du troisième alinéa de l'article 5.2
de son arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu** le Code de l'environnement et ses textes d'application, et en particulier son article L171-8 ;
- Vu** la décision d'exécution de la commission européenne du 26 mars 2013 relative aux conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) pour la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium ;
- Vu** le plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Gard approuvé le 20 novembre 2014 et notamment son chapitre 8 consacré « aux priorités à retenir pour l'organisation du traitement des déchets non dangereux » (cf page 163 sur 320) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 actualisant les prescriptions techniques applicables à la société Ciments Calcia pour son site de Beaucaire qui fabrique du ciment et co-incinère des déchets dangereux et non dangereux ;
- Vu** le Plan de Protection de l'Atmosphère de la zone urbaine de Nîmes approuvé par le Préfet du Gard le 3 juin 2016 ;
- Vu** le courrier de la société Ciments Calcia du 12 juin 2019 en réponse au courrier de la Dreal du 29 mai 2019 relatif à l'origine des déchets incinérés depuis le début 2019 ;
- Vu** le rapport en date du 24 juin 2019 et les propositions de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 17 juillet 2019, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 30 juillet 2019 ;

Considérant que la société CIMENTS CALCIA exploite à Beaucaire une cimenterie et co-incinère dans son four des déchets dangereux et non dangereux réglementée par l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 ;

Considérant que la société CIMENTS CALCIA à Beaucaire a co-incinéré depuis le début 2019 5827 tonnes de déchets non dangereux en provenance des départements 13, 21, 33, 48 et 94 ;

Considérant que le troisième alinéa de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 stipule : *« Pour ce qui concerne les critères géographiques d'admission des déchets non dangereux, la cimenterie doit respecter les dispositions du plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux pour le Gard en vigueur. »*;

Considérant le plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Gard approuvé en septembre 2014 et notamment son chapitre 8 *« consacré aux priorités à retenir pour l'organisation du traitement des déchets non dangereux (cf page 163 sur 320) :*

- *Le Plan donne la priorité aux déchets provenant de la zone du Plan dans les installations de ce même territoire, en application du principe de proximité (article L541-1 du code de l'environnement),*
- *Les échanges interdépartementaux sont possibles dans la mesure où ils respectent les prérogatives retenues dans les Plans des départements limitrophes, et dans les conditions non cumulatives suivantes :*
 - *dans le cas où ils permettent de répondre aux besoins liés aux arrêts techniques des sites prioritaires du département ,*
 - *dans le cas où ils permettent un traitement dans des installations présentant des performances environnementales (matière et/ou énergétique) supérieures aux sites disponibles . »*

Considérant que la société CEMENTS CALCIA a co-incinéré depuis le début de l'année 2019, 5827 tonnes de déchets non dangereux dont la provenance ne respecte pas le principe de proximité du plan qui priorise les déchets non dangereux du département du Gard, puis des départements limitrophes dans des conditions restrictives bien précises. En particulier 3540 tonnes des Bouches du Rhône (13), 425 tonnes de la Côte d'Or (21), 462 tonnes de la Gironde (33) et 112 tonnes du Val de Marne (94) ;

Considérant que depuis le début 2019, aucun déchet non dangereux en provenance du département du Gard n'a été co-incinéré dans le four cimentier de la société CEMENTS CALCIA et que pour déchets non dangereux provenant des départements limitrophes, les conditions restrictives d'acceptation n'ont pas été démontrées ;

Considérant le plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Gard approuvé en septembre 2014 est rendu applicable à la société CEMENTS CALCIA à Beaucaire selon l'article 5.2 de son arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 ;

Considérant que les éléments fournis dans le courrier de la société CEMENTS CALCIA à Beaucaire du 12 juin 2019 ne permettent pas de démontrer le respect des dispositions du plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Gard approuvé le 20 novembre 2014 ;

Considérant que les éléments fournis dans le courrier de la société CEMENTS CALCIA à Beaucaire du 12 juin 2019 ne démontrent pas la priorité donnée aux déchets issus du département du Gard ;

Considérant que dans des précédents courriers en date des 8 et 19 avril 2019 la société CEMENTS CALCIA à Beaucaire en réponses aux demandes de la Dreal en date des 26 mars et 12 avril 2019 ne précise pas les démarches réalisées et les résultats obtenus pour trouver des producteurs locaux, ne justifie pas que les transferts opérés sont inhérents à des arrêts techniques des installations des départements 94, 13, 33 et 21 ni qu'enfin le four de la cimenterie exploité par la société CEMENTS CALCIA à Beaucaire dispose de performances environnementales supérieures aux installations délestées;

Considérant que société CEMENTS CALCIA à Beaucaire ne respecte pas en 2019 le plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Gard approuvé le 20 novembre 2014 et notamment son chapitre 8 *« consacré aux priorités à retenir pour l'organisation du traitement des déchets non dangereux »* (cf page 163 sur 320) ;

Considérant qu'en conséquence les dispositions du troisième alinéa de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 n'est pas respecté ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

ARTICLE 1- DISPOSITIONS A RESPECTER

La société CEMENTS CALCIA dont le siège est situé rue des Technodes 78931 GUERVILLE cedex est mise en demeure pour le site qu'elle exploite à Beaucaire de respecter **sous trois mois** les dispositions du troisième alinéa de l'article 5.2 de son arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 qui impose que pour les critères géographiques d'admission des déchets non dangereux, la société CEMENTS CALCIA doit respecter les dispositions du plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux pour le Gard en vigueur. Aucun approvisionnement de déchet non dangereux avec un critère géographique non conforme n'est admis sur le site trois mois après la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - SANCTIONS

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DÉLAI ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 4 - INFORMATION DES TIERS - COMMUNICATION

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Beaucaire et pourra y être consultée,
- une copie de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affichée pendant une durée minimum d'un mois en mairie ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Beaucaire et adressé à la préfecture du Gard.

Le même arrêté sera publié sur le site internet de l'inspection des installations classées, <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/rechercheICForm.php> et affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Le présent arrêté sera notifié à la société Ciments Calcia dont le siège social est situé rue des Technodes 78931 GUERVILLE.

ARTICLE 5 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Gard,
le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,
le maire de Beaucaire,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le Préfet,
le secrétaire général

François LALANNE

Recours: La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Nîmes, conformément aux dispositions de l'article L514-6 et R514-3-1 du code de l'environnement.

Article L514-6 du code de l'environnement

I. les décisions prises en application des articles L512-1, L512-3, L512-7-3 à L512-7-5,

L512-8, L512-12, L512-13, L512-20, L513-1 à L514-2, L514-4, du I de l'article L515-13 et de l'article L516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II abrogé.

III. les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV. le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1 du code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L515-27 et L553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L514-6 et aux articles L211-6, L214-10 et L216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

